

UN OURS POLAIRE NÉ À MULHOUSE

C'est une naissance très rare en France et dans un zoo. La cinquième en vingt ans. Un ourson en né dans le parc zoologique de Mulhouse le 22 novembre. Pour le parc, « cela peut contribuer à sensibiliser le public au réchauffement climatique ».

56,7%

C'est la chute des émissions de dioxyde de carbone du transport aérien entre janvier et novembre 2020, selon l'organisme européen de surveillance du trafic, Eurocontrol.

DÉCHETS TOXIQUES

À Stocamine, le gouvernement arrive en terrain miné

La ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, est attendue ce mardi dans le Haut-Rhin, sur le site de stockage souterrain. 40 000 tonnes de déchets dangereux dorment sous la nappe phréatique alsacienne depuis plus de vingt ans.



En quatre ans, 44 000 tonnes de déchets ont été entassés dans le sous-sol. Thierry Gachon/l'Alsace/MaxPPP

Le cadeau empoisonné est enfoui à 500 mètres sous terre et pèse plus de 40 000 tonnes. Cyanure, arsenic, amiante, mercure... Voilà, entre autres, de quoi regorge encore aujourd'hui Stocamine, le seul site français de stockage souterrain de déchets ultimes non radioactifs. La visite ce mardi de Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, dans cette ancienne mine de potasse à Wittelsheim, près de Mulhouse, est très attendue. Car la question hante administrations, élus locaux et riverains depuis des années. Que faire de ces déchets impossibles à recycler ? Lorsque le site minier est reconverti, en 1999, la promesse est belle : les déchets industriels seront stockés de manière « ré-

versible ». Mais l'incendie de 2002 dans une des galeries donne le coup de grâce à Stocamine, déjà peu rentable et confronté à plusieurs incidents.

Certaines galeries s'affaissent ou s'effondrent

Reste que en quatre ans, 44 000 tonnes de barils et autres big bags ont eu le temps de trouver refuge dans le sous-sol. Depuis, les gouvernements successifs se refilent la patate chaude, alors que certaines galeries s'affaissent ou s'effondrent. La nappe phréatique alsacienne située juste au-dessus, en revanche, ne bouge pas. C'est l'un des arguments du collectif Destocamine, qui plaide pour remonter tous les déchets à la surface. Son porte-parole, Yann Flory, espère convaincre Barbara Pompili d'« aller vers

un assainissement total de cette mine ».

« Dès le départ, ce n'était pas un bon site de stockage. Et ce ne sera jamais un bon site d'enfouissement », estime-t-il.

Dans un futur plus ou moins proche, la moindre infiltration pourrait avoir des conséquences désastreuses sur l'étendue d'eau qui fournit une immense partie de l'eau potable de la plaine du Rhin. Le rapport d'information parlementaire de septembre 2018, commandé par le ministre d'alors Nicolas Hulot, recommandait d'extraire les déchets « si cela est techniquement possible, afin de ne pas faire peser un risque grave pour l'environnement – mais également sur la population ». Un autre rapport, du Bureau de recherches géologiques et minières cette fois, mettait en évidence la faisabilité des opérations de déstockage, excepté la partie

incendiée. Et estimait à sept ou huit ans, au mieux, la durée de ces manœuvres.

Mais depuis, lesdites manœuvres traînent. Elles ont même failli être écartées définitivement par François de Rugy, le prédécesseur de Barbara Pompili. Début 2019, l'État préconise « la poursuite du chantier de confinement des déchets restants, sans déstockage supplémentaire », pointant du doigt le coût ainsi que les risques humains et environnementaux d'une telle opération. « Entre 2014 et 2017, ils sont parvenus à extraire plus de 2 000 tonnes de déchets contenant du mercure, l'élément le plus dangereux pour la nappe phréatique. Quelque chose nous échappe. Pourquoi ne pas faire de même avec le reste ? » interroge Yann Flory.

Le rafistolage se poursuit avec des sacs de sel

D'autant que chaque année perdue réduit un peu plus la faisabilité d'un assainissement quasi total de la mine. Barbara Pompili hérite du manque de courage politique de ses prédécesseurs et arrive à Wittelsheim avec plusieurs scénarios,

des coûts et risques associés et aucune solution miracle. Il y a un mois, elle a reçu un courrier de ses ex-camarades au sein d'Europe Écologie-les Verts lui demandant de choisir l'option du déstockage total, face à « une bombe à retardement qui ne peut conduire qu'à une catastrophe sanitaire et écologique pour les générations à venir ».

« On espère que les élus alsaciens qui nous ont soutenus ne rentreront pas dans un jeu de marchandage ou de négociation. Extraire 20 % ou 25 % des déchets, ça ne nous intéresse pas », prévient de son côté Yann Flory. Sur-tout, il redoute l'annonce d'un confinement de l'ensemble de la mine. « Nous ne connaissons aucun exemple au monde d'un bassin potassique rendu imperméable grâce à un bouchage par béton. »

Au cœur de la mine, en attendant la décision finale, le rafistolage se poursuit avec des sacs de sel et l'installation de grillages face au risque d'effondrement. Dans les galeries, qui se rétrécissent chaque année, la pression sur les déchets s'accroît. Celle sur le gouvernement aussi. ●

LUCAS MARTIN-BRODZICKI

EN 2014, LA COUR DES COMPTES ESTIMAIT LE COÛT D'ENTRETIEN DU SITE À 5,5 MILLIONS D'EUROS ANNUELS, « ASSUMÉ PAR LE CONTRIBUABLE ».